

valeur ajoutée - qui sont une entrave importante à la valorisation de notre économie et à l'implantation d'installations de production pour les marchés mondiaux.

Au plan substantif, l'Accord est solidement fondé sur les concepts et accords du GATT régissant notamment les normes techniques, la passation des marchés ainsi que les restrictions à l'importation et à l'exportation.

Ce qui est peut-être le plus important, l'Accord de libre-échange est un tournant psychologique dans l'histoire de notre nation. Parce qu'il montre un nouveau Canada, un Canada plus confiant qui se tourne vers l'extérieur.

Il ne diminue ni notre engagement envers une économie mondiale ouverte ni l'importance que nous attachons aux investissements japonais et asiatiques pour améliorer notre avenir économique.

Comme vous le savez, les investissements japonais se sont fortement accrus ces dernières années: de 235% en 1987 et de 275% en 1988. Les investissements directs cumulés atteignent maintenant près de 4 milliards de dollars. Plusieurs sociétés japonaises sont de très bons citoyens corporatifs et sont fort respectées dans les collectivités canadiennes où elles sont implantées. Et je me permets de suggérer que la nomination de M. Yanagisawa, le président de Toyota Canada, comme membre du Comité sélect canado-américain sur l'industrie automobile montre notre appréciation du rôle vital de l'investissement asiatique. Nous apprécions vos vues. Vous vous êtes mérités notre respect.

J'ai mentionné que l'Accord de libre-échange ne signifie nullement que le Canada se retranche dans la Forteresse Amérique du Nord. Aucun obstacle n'a été dressé aux échanges commerciaux et financiers avec les autres régions. Bien au contraire. Nous voyons l'Accord comme un moyen d'atteindre les marchés étrangers. Et pendant notre deuxième mandat, nous entendons poursuivre cette initiative en encourageant nos gens d'affaires à adopter une optique globale.

C'est ce que nous appelons notre stratégie tripolaire - les trois pôles étant les méga-économies des États-Unis, de la Communauté européenne et de la région Asie-Pacifique, avec le Japon comme principal moteur.

À une conférence récemment tenue à Toronto, j'ai esquissé notre approche de l'initiative 1992 de la Communauté européenne. Aujourd'hui, j'aimerais me concentrer sur la région du Pacifique.

Comme le déclarait le premier ministre Mulroney pendant la récente campagne électorale et comme le mentionnait mon collègue Joe Clark dans un discours prononcé à Edmonton la semaine dernière, le gouvernement entend appliquer une Stratégie